ASSEMBLÉE NATIONALE

5 mai 2023

VISANT À RENFORCER LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE L'INTENSIFICATION
ET L'EXTENSION DU RISQUE INCENDIE - (N° 1071)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL67

présenté par

M. de Lépinau, M. Baubry, Mme Bordes, Mme Diaz, M. Gillet, M. Guitton, M. Houssin,
Mme Lechanteux, Mme Lelouis, Mme Lorho, M. Ménagé, M. Rambaud et Mme Roullaud

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 34 BIS, insérer l'article suivant:**

Dans les six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Gouvernement présente au Parlement un rapport sur l'opportunité et les moyens pour l'État d'acquérir et mettre en service un nombre de bombardiers d'eau neufs et aux capacités au moins équivalentes aux appareils encore en service à la date du 1er Juillet 2023.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement

d'appel.

Les aéronefs bombardiers d'eau constituent un atout indispensable dans la lutte contre les incendies, tant leur intervention économise le temps et évite les pertes humaines potentielles.

Malheureusement, la dotation actuelle est non seulement insuffisante mais se compose d'appareils vieillissants, voire hors d'âge. Le modèle CL 415, dit « Canadair », en particulier, n'est plus commercialisé et les pièces de rechange se font de plus en plus rares. En 2022, l'un de ces avions, qui sont au nombre de douze, a été immobilisé pendant plusieurs semaines. La flotte, tous appareils compris, est composée de 26 avions, tous vieux de plusieurs dizaines d'années. Si un nouveau Canadair DHC-515 semble devoir être bientôt mis en production, les livraisons restent pour le moment hypothétiques et ne devraient pas advenir avant 2026, et seuls deux sont prévus pour la France. Un investissement bien plus ambitieux et urgent doit être accompli.